



INSTITUT
POLYTECHNIQUE
DE PARIS

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Travaux de réfection d'étanchéité et d'isolation de la toiture-terrasse du bâtiment F de l'ENSTA Campus de Brest

Référence : 20250001

SOMMAIRE

ARTICLES	
1	OBJET DU MARCHÉ
2	DOCUMENTS CONTRACTUELS
3	PRIX
4	MODALITES DE REGLEMENT
5	PENALITES - RETENUES
6	INSERTION SOCIALE
7	DELAI D'EXECUTION
8	CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX
9	PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION
10	MODIFICATIONS PAR VOIE D'AVENANTS
11	CLAUSE DE REEXAMEN
12	OPERATIONS DE VERIFICATION - RECEPTION
13	ASSURANCES
14	RESILIATION
15	AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES
16	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES
17	CONFIDENTIALITE - DISCRETION - SECURITE
18	TRIBUNAUX COMPETENTS
19	DEROGATIONS AU CCAG

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet les travaux de réfection d'étanchéité et d'isolation de la toiture-terrasse du bâtiment F de l'ENSTA Campus de Brest.

1.2 Type de procédure

Le marché est passé selon une procédure adaptée avec négociation en application des dispositions des articles L2123-1, R2123-1, R2123-5 et R2131-12 du Code de la Commande Publique (CCP).

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4 du CCAG Travaux, le marché est régi par les documents cités ci-dessous, et en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- 1) le Cahier des Clauses Administratives Générales / Travaux (CCAG/Tx) approuvé par **arrêté du 30 mars 2021** ;
- 2) l'Acte d'Engagement "AE" et ses éventuelles annexes ;
- 3) le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP » et son annexe ;
- 4) le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP » et ses annexes ;
- 5) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- 6) L'offre financière détaillée.

Le CCAG/Tx (**arrêté du 30 mars 2021**) n'est pas joint au présent dossier mais est réputé connu des sociétés, et les parties contractantes lui reconnaissent expressément son caractère contractuel.

ARTICLE 3 – PRIX

3.1 - Répartition des paiements

Les paiements sont répartis entre l'entrepreneur, ses cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement.

3.2 - Contenu des prix

Les prix du marché sont indiqués dans le marché **hors T.V.A.**

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des travaux.

Conformément à l'article 9 du CCAG/Tx, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risque et bénéfice.

3.3 Type et forme des prix

Le marché est conclu à prix fermes et actualisables selon les modalités fixées ci-dessous.

3.4 Actualisation des prix

3.4.1 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro".

Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date limite de remise de l'offre finale.

Si plus de trois (3) mois s'écoulent entre la date d'établissement des prix et la date de début d'exécution des prestations les prix seront actualisés selon les modalités du paragraphe 3.4.2.

3.4.2 Modalités de calcul de la variation de prix

L'actualisation est effectuée par application de la formule suivante : $C_n = I(n-3)/I_0$

C_n = Coefficient de révision du mois « n »

$I(n-3)$ = Valeur prise par l'index de référence I du marché au mois « n-3 » d'exécution des prestations.

I_0 = Valeur prise par l'index de référence I du marché au mois zéro.

L'index de référence I choisi pour la révision de prix est le BT53.

Il est publié sur le site internet de l'INSEE :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710985>

3.4.3 Actualisation ou révision provisoire

Lorsqu'une actualisation (ou une révision) a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation (ou révision) avant l'actualisation (ou révision) définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde feront apparaître :

- Les taux de TVA fixés par la réglementation en vigueur ;
- Les montants de la TVA résultant de l'application de ceux-ci aux montants des travaux dans les conditions édictées par cette réglementation.

ARTICLE 4 – MODALITES DE REGLEMENT

4.1 Avance

4.1.1 Avance du titulaire

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Il sera fait application de l'article R2191-7 alinéas 1 et 2 du CCP.

Le titulaire peut refuser le versement de cette avance. Il lui appartient de le préciser au § C5 de l'acte d'engagement. Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considérera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

4.1.2 Avance des sous-traitants

Lorsqu'une partie du marché a été sous-traitée selon les dispositions des articles R2193-1 à R2193-4, un sous-traitant à paiement direct peut demander à bénéficier du versement de l'avance.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant en fait la demande au titulaire qui transmet immédiatement la demande de versement émise par le sous-traitant au maître d'ouvrage.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

4.1.3 Option de l'avance

L'option retenue pour les avances est l'option A, telle que définie à l'article A.10.1 du CCAG Travaux du 30 mars 2021.

Lorsque le titulaire ou son sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionnée à l'article R2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire ou son sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 30 %.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte et débute quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 44 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

4.1.4 Versement de l'avance

Le point de départ du versement de l'avance est la date de notification du marché valant début de la période de préparation indiqué à l'article 7 du présent CCAP.

4.2 Modalités de règlement des comptes

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCAG Travaux.

Les projets sont établis conformément aux modèles notifiés par Ordre de Service après notification du marché **avant la fin de chaque mois**. Ils indiqueront le **montant des travaux** à payer tel qu'arrêté à la fin du mois écoulé, ce montant étant établi à partir des prix initiaux figurant dans le marché y compris les rabais ou majorations. Il ne tiendra pas compte de la TVA et d'une éventuelle variation de prix, lesquelles sont calculées, **par dérogation au 12.2 du CCAG Travaux**, par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire ne peut transmettre son projet de décompte final au maître d'œuvre qu'après prononciation de la réception sans réserve, par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou après levée des réserves si la réception en était assortie.

Le projet de décompte général est signé par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur et devient alors le décompte général.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- Quarante (40) jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire ;
- Douze (12) jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, seul le décompte général notifié par le RPA peut devenir le décompte général et définitif du marché.

Si le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1.1 du CCAG Travaux.

4.3 Retenue de garantie - Garantie à Première Demande

Le marché est soumis à une retenue de garantie de 5 %.

Le maître d'ouvrage accepte que la retenue de garantie puisse être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Le montant de la garantie à première demande ne peut être supérieur à 5 % du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

La retenue de garantie sera remboursée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie. En cas de retard de remboursement, le pouvoir adjudicateur versera au titulaire des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dans les conditions fixées par les articles R2192-31 à R2192-34, D2192-35 et R2192-36 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (CCP).

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

4.4 Suspension du délai global de paiement

La personne responsable du marché peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète ;
- admission avec réfaction.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne responsable du marché, un nouveau délai global de paiement est ouvert : il est de trente (30) jours.

4.5 Facturation – Délai de paiement

4.4.1 Facturation

Le paiement s'effectuera sur présentation d'une demande de paiement établie en un exemplaire après réception et opérations de vérification déclarées satisfaisantes, **adressée à l'ordre du siège social de l'ENSTA à Palaiseau.**

Cette demande de paiement sera transmise :

par voie dématérialisée via l'application Chorus Pro sur le portail de la Gestion Publique (cf annexe 1 au CCAP : fiche de présentation du dispositif de facturation électronique pour les fournisseurs de l'ENSTA)

La demande de paiement doit rappeler, outre les mentions légales :

- le numéro du marché et sa date de notification,
- établissement prescripteur : ENSTA Campus de Brest
- la date de la demande de paiement
- le détail de la prestation,
- les montants HT,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- le numéro de compte bancaire ou postal complet, tel qu'il figure à l'acte d'engagement (Code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

Il est spécifié que les demandes de paiement devront faire apparaître la même adresse, le même mode de paiement et la même désignation de prestations que ceux de l'offre.

4.4.2 Délai de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution du marché ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la facture. En cas de dépassement de ce délai de paiement, le pouvoir adjudicateur versera au titulaire des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dans les conditions fixées par les articles R2192-31 à R2192-34, D2192-35 et R2192-36 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (CCP).

Si, du fait du titulaire (adresse incomplète ou non conforme, etc.) les demandes de paiement ne sont pas adressées au service liquidateur ci-dessus, la date de réception à prendre en compte comme point de départ du délai de paiement sera celle de la réception effective de la demande de paiement par le service liquidation. Conformément à l'article R2192-13 du CCP, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

ARTICLE 5 – PENALITES - RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG/Tx, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre, et sans mise en demeure préalable.

5.1 Pénalités de retard

Les dispositions suivantes s'appliquent en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Tx, toute pénalité de retard est applicable.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG/Tx, en cas de pénalités de retard, il sera appliqué une pénalité journalière de 1/1000 du montant hors taxes de la prestation.

Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

5.2 Absence à une réunion

En cas d'absence non justifiée du titulaire à une réunion à laquelle il était convoqué ou à une réunion qu'il est chargé d'animer, il sera appliqué une pénalité de **150 € HT**.

5.3 Manquement à la sécurité

En cas de manquement à la sécurité sur constat du MOA, du MOE ou du CSPS, il sera appliqué une pénalité de **250 € HT** par manquement.

5.4 Retenue pour retard dans la remise des documents contractuels

Conformément à l'article 19.3 du CCAG/Travaux, en cas de retard du titulaire dans la remise des documents listés au point 2.4.5 du CCTP, le maître d'ouvrage met en œuvre une retenue provisoire.

La retenue provisoire est opérée sur le dernier décompte mensuel. Elle est appliquée sans mise en demeure préalable et est payée après la remise complète du document.

La retenue provisoire est de **500 € HT**.

5.5 Non-exécution des obligations d'insertion professionnelle par la faute du titulaire

En cas de non réalisation des heures d'insertion par la faute du titulaire, la pénalité sera égale au nombre d'heures prévu par le marché et non réalisé, multiplié par 2.5 fois le SMIC horaire brut.

En cas d'absence non justifiée du titulaire à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale, après mise en demeure restée infructueuse de justifier l'absence, il sera appliqué une pénalité de **150 € HT**.

En cas de défaut caractérisé de transmission d'information, il sera appliqué une pénalité de **100 €** par jour de retard, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

5.6 Exonération des pénalités

Le Pouvoir Adjudicateur signera les décisions concernant les exonérations de pénalités.

ARTICLE 6 – INSERTION SOCIALE

6.1 Action d'insertion professionnelle

6.1.1 Généralités - Objet

L'article L2111-1 du Code de la commande publique du 1er avril 2019 impose au donneur d'ordre de définir ses besoins au regard des objectifs du développement durable, dont notamment l'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Dans ce cadre, l'ENSTA a décidé, en qualité de pouvoir adjudicateur, d'introduire dans le présent marché, une action d'insertion professionnelle dite « Clause d'insertion professionnelle ».

Cette clause a pour objet de réserver à des personnes éloignées du milieu de l'emploi une part minimale des heures nécessaires à la réalisation des prestations concernées. Son objectif est de :

- Permettre à des personnes éprouvant des difficultés d'accéder au marché du travail en leur proposant une offre d'emploi ;
- Assurer la consolidation de ces emplois par un partenariat étroit avec les entreprises et les branches professionnelles concernées.

6.1.2 Public éligible

Les personnes concernées par cette action sont :

- Les personnes bénéficiaires du RSA et des autres minima sociaux,
- Les personnes ayant une reconnaissance de travailleur handicapé,
- Les personnes bénéficiant d'un agrément IAE (Insertion par l'Activité Economique),
- Les jeunes de moins de 26 ans sans qualification (niveau inférieur au BEP/CAP), prioritairement accompagnés par les Missions locales, ou en reconversion professionnelle,
- Les demandeurs d'emplois remplissant la condition d'inscription à : Pôle Emploi depuis plus de 12 mois dans les derniers 18 mois.

6.1.3 Volume horaire

Pour l'exécution du présent marché, et selon les modalités définies à l'article 7.1.4, il sera obligatoirement confié le nombre minimal d'heures suivant :

70 heures

Les salariés bénéficiaires seront obligatoirement affectés à des postes liés, directement ou indirectement, aux travaux ou prestations pour lesquels le marché est passé. L'entreprise est tenue de justifier, par tout moyen, du lien entre les bénéficiaires embauchés et l'objet du marché.

6.1.4 Modalités de réalisation

a) Options disponibles

Pour réaliser la clause d'insertion, le titulaire a le choix entre les options suivantes :

- *Option 1* : l'embauche directe dans l'entreprise en CDI, CDD, Contrat d'apprentissage ou de professionnalisation (embauche directe ou par l'intermédiaire d'un, Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (G.E.I.Q.).
- *Option 2* : le recours à la sous-traitance ou cotraitance avec d'une partie des travaux avec une entreprise d'insertion.
- *Option 3* : le recours à une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (E.T.T.I.) ou une association de mise à disposition de personnel (Association Intermédiaire).

Nota : Le titulaire a la possibilité de mixer les options

b) Mutualisation d'heures d'insertion

La mutualisation d'heures d'insertion pour répondre aux clauses d'insertion des marchés lancés par les différents maîtres d'ouvrage du département du Finistère est possible sous conditions.

c) Clause d'insertion et sous-traitance

Le recours à la sous-traitance pour réaliser la clause d'insertion n'exonère pas le titulaire de sa responsabilité.

d) Rôle du titulaire

Durant l'exécution de la clause d'insertion, le titulaire du marché doit :

- L'accueil et l'accompagnement des bénéficiaires de l'action d'insertion ;
- La formation au dispositif de sécurité lié à l'activité ;
- La transmission des savoir-faire liés aux tâches confiées ;
- Le suivi régulier des bénéficiaires.

6.1.5 Le dispositif d'accompagnement

Afin d'assister toute entreprise désireuse de se porter candidate à une consultation comprenant une clause d'insertion professionnelle et de faciliter la mise en œuvre de l'action d'insertion, un dispositif d'information et d'assistance a été mis en place : DEFIS EMPLOI Pays de Brest.

Ce dispositif s'appuie sur un chargé de mission « clause d'insertion » auquel l'entreprise retenue pourra faire appel afin :

- De se voir proposer des personnes répondant aux critères d'éligibilité,
- D'organiser, en cas de besoin, et dans la mesure du possible, des actions de formation préalables à l'embauche.

Le chargé de mission assurera le suivi et le contrôle de la mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle en lien avec le référent (tuteur) désigné par le titulaire.

Contacts de DEFIS EMPLOI Pays de Brest

DEFIS EMPLOI Pays de Brest

CHARGES DE MISSION « CLAUSE D'INSERTION »

1 rue Louis Pidoux - 29200 BREST

Christelle AMBERLIN – Cheffe de projet Clause d'Insertion Sociale
c.amberlin@defisemploi.bzh – tel 02 98 42 78 78

ou

Magalie LE CORRE – Chargée de mission Clause d'Insertion Sociale
m.lecorre@defisemploi.bzh – tel : 02 98 42 79 80

ou

Tancrède CHAUVIERE – Chargé de mission Clause d'Insertion Sociale
t.chauviere@defisemploi.bzh – tel : 02 21 81 01 61

6.1.6 Contrôle de l'action d'insertion professionnelle

L'ENSTA Campus de Brest s'assurera par tout moyen à sa convenance de la conformité de l'exécution de la clause d'insertion professionnelle.

Sur la base des pièces justificatives transmises par le titulaire du marché, le chargé de mission « Clause d'insertion professionnelle » veillera au respect des engagements du titulaire.

La nature et les modalités de transmission des pièces justificatives sont précisées à chaque titulaire lors de la mise au point du marché.

En cas de difficultés à remplir son engagement en matière d'insertion professionnelle, l'entreprise devra prendre l'attache du chargé de mission « clause d'insertion professionnelle » qui étudiera avec elle, les moyens à mettre en œuvre pour lui permettre de répondre à ses obligations.

En cas de non-respect des dispositions relatives à la mise en œuvre de la clause insertion, s'agissant d'un manquement à ses obligations contractuelles, le titulaire du marché pourra se voir appliquer une pénalité, telle que définie à l'article 5.5 du présent CCAP.

ARTICLE 7 – DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation définie à l'article 28.1 du CCAG Travaux et le délai d'exécution des travaux.

La période de préparation démarre à la date de notification du marché.

Un Ordre de Service adressé au titulaire fixera la date de démarrage des travaux.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D’EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Sécurité et hygiène

Le prestataire exécutera le marché dans les conditions de sécurité et d’hygiène indiquées par les textes et normes en cours, et conformément au CCTP.

8.2 Protection de la main d’œuvre et conditions de travail

Le titulaire s’engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

8.3 Modalités de communication

8.3.1 Forme de communication

Les communications d’informations entre le titulaire, d’une part, le maître d’œuvre, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou le maître d’ouvrage d’autre part, sont faites dans les mêmes conditions que celles prévues à l’article 3.1 du CCAG Travaux.

Le titulaire du marché est seul responsable de l’usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L’éventuelle défaillance des systèmes de communication du titulaire est donc inopposable au maître d’ouvrage.

8.3.2 Ordres de Service

Dans le cadre de l’élément de mission « direction de l’exécution des travaux » (DET), et à l’exception des décisions d’augmentation du montant des travaux qui sont soumises aux dispositions de l’article 7.4.2 du présent CCAP, le maître d’œuvre est chargé d’émettre tous les Ordres de Service à destination du titulaire.

Les Ordres de Service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d’œuvre qui les adresse au titulaire dans les conditions précisées à l’article 3.8 du CCAG Travaux.

8.3.3 Possibilité pour le titulaire d’émettre des observations et de refuser d’exécuter un Ordre de Service

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d’un Ordre de Service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d’œuvre ou au maître d’ouvrage, dans un délai de quinze jours, à compter de la réception de l’Ordre de Service, sous peine de forclusion.

Si les observations, dûment motivées, notifiées par le titulaire visent à informer le maître d’ouvrage et le maître d’œuvre qu’un Ordre de Service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu’il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le titulaire est soumis dans l’exécution des prestations objet du marché, le délai d’exécution de l’Ordre de Service est suspendu jusqu’à la notification de la réponse du maître d’ouvrage. En l’absence de réponse de ce dernier dans un délai de quinze jours, le titulaire n’est pas tenu d’exécuter l’Ordre de Service.

8.4 Prestations supplémentaires ou modificatives, exécution complémentaire

8.4.1 Prix des Prestations supplémentaires ou modificatives

En complément des dispositions prévues à l’article 13 du CCAG Travaux, le maître d’œuvre peut demander par Ordre de Service une proposition de prix pour des Prestations supplémentaires ou modificatives avant l’Ordre de Service visé à l’article 13.1 du CCAG Travaux.

En cas de demande de la part du maître d'œuvre, d'étude ou de travaux modificatifs, le titulaire est tenu de fournir une proposition de prix, assortie de décompositions ou sous-détails, pour la rémunération de tout ouvrage non prévu, dans un délai fixé par la lettre ou l'Ordre de Service lui prescrivant d'évaluer de tels ouvrages.

Dans le silence de la lettre ou de l'Ordre de Service, ce délai sera d'un (1) mois calendaire ; il ne pourra en aucune manière être réduit à moins de quinze jours. Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti, le maître d'œuvre lui notifiera par Ordre de Service un prix d'attente.

L'Ordre de Service de réalisation des travaux/prestations ne peut être valablement émis par le maître d'œuvre qu'après le visa formel du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

8.4.2 Augmentation du montant des travaux, décision de poursuivre

Par dérogation au 14.4.3 du CCAG/Tx, lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant contractuel, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un Ordre de Service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

A défaut d'une telle décision de poursuivre, **les travaux exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés**. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celle qui sont définies par le dépassement du montant prévu par le marché.

Ce montant se substitue au montant contractuel pour l'application des articles 14 et 15 du CCAG/Tx. Un avenant au marché viendra ultérieurement confirmer la décision du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

8.5 Traitement des déchets

Les prestations incluent le tri des déchets et leur transfert, et sont définies dans le CCTP. La fourniture d'un Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) ou équivalent est exigée.

8.6 Consommations d'énergie et d'eau

Les consommations d'énergie et d'eau sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

8.7 Participation aux réunions

Le titulaire a obligation de participer aux réunions auxquelles il aurait été convoqué par le maître d'ouvrage au moins 48 h à l'avance.

8.8 Rapport final d'intervention

A l'issue de son intervention le titulaire fournira les documents contractuels listés au point 2.4.5.

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception par le titulaire entraîne l'application de pénalités, ou d'une retenue dont le montant est prévu à l'article 5.4 supra.

ARTICLE 9 – PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

9.1 Report de l'ensemble des travaux

Une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux peut être justifiée par :

- un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- la survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;

- un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché, qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, après consultation du titulaire. Un Ordre de Service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

9.2 Cas d'intempéries

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au titulaire par un Ordre de Service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant, s'il y a lieu, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué dans les documents du marché.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

Dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ainsi que dans le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, si les documents particuliers du marché prévoient la prolongation du délai d'exécution en fonction de critères qu'il définit, cette prolongation de délai est notifiée au titulaire en récapitulant les constatations faites.

En application de l'article 18.2.3 3^{ème} alinéa du CCAG Travaux cité ci-dessus, sont considérés comme normalement prévisibles les **phénomènes naturels ci-après** lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités et durées limites indiquées :

Nature du phénomène naturel	Intensité et durée limite
Neige	A partir d'un 1 cm de neige pendant 12h
Gel	Température sous abri : -5°C à 08h00
Vent	80km/h en rafales
Pluie	10mm en 24 heures

NOTA : Si la nature des travaux du marché est telle que ceux-ci ne se déroulent pas au contact direct des intempéries ou qu'ils ne sont pas **susceptibles d'être interrompus** par celles-ci, ces intempéries ne pourront jamais être invoquées. Le lieu de constatation de l'intensité des phénomènes naturels sera **la station météo de Guipavas (29)**.

Par ailleurs, en application de l'article 18.2.3 1^{er} alinéa du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempérie prévisibles est de deux (2) jours / mois.

Le titulaire dont le chantier est arrêté, totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer le plus rapidement possible le maître d'œuvre par écrit.

9.3 Autres cas

En dehors des cas prévus aux articles 9.1 et 9.2 supra, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

ARTICLE 10 – MODIFICATIONS PAR VOIE D'AVENANTS

Il sera fait application des articles 14 et 15 du CCAG Travaux.

Lorsque l'économie du marché n'est pas bouleversée, il est possible de passer un avenant ou si le marché le prévoit, de poursuivre l'exécution des prestations au-delà du montant prévu par le marché (articles R2194-1 à R2194-9 du CCP).

La modification résultant d'un avenant peut notamment porter sur les engagements des parties au contrat : prestations à exécuter, calendrier d'exécution ou règlement financier du marché.

ARTICLE 11 –CLAUSE DE REEXAMEN

En cas de circonstances que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, il sera fait application de l'article 54 du CCAG Travaux.

ARTICLE 12 – OPERATIONS DE VERIFICATION - RECEPTION

Pour les opérations de réception, il sera fait application de l'article 41 du CCAG Travaux.

Dans les 15 jours après la réception des travaux, l'entreprise devra fournir tous les documents suivants :

- Tous certificats, PV d'essais et de contrôle des matériaux
- La documentation technique des matériels
- La liste des principaux fournisseurs (noms et adresses).

L'admission sera prononcée par une certification de bonne exécution donnée sur la facture.

ARTICLE 13 – ASSURANCES

13.1 Assurance de responsabilité

L'entrepreneur ainsi que les cotraitants et les sous-traitants désignés dans le marché devront justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des travaux si le chantier dure plus d'une année civile :

- d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage en cas d'accidents ou de tous les dommages causés par l'exécution des travaux.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.

L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

13.2 Assurance des travaux

L'entrepreneur est tenu de fournir une police de responsabilité civile décennale en état de validité.

En cas de sinistre en cours de chantier, l'entrepreneur ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

ARTICLE 14 – RESILIATION

Il sera fait application de l'article 50 du CCAG Travaux, y compris en son article 50.4 pour résiliation pour motif d'intérêt général en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 15 – AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou celle de son siège social ;
- de son relevé d'identité bancaire ;
- à la décision d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

ARTICLE 16 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables tout au long de l'exécution du marché.

ARTICLE 17 –CONFIDENTIALITE - DISCRETION - SECURITE

Les personnels du titulaire sont tenus de respecter le règlement intérieur et les consignes de discipline générale de l'administration, notamment en ce qui concerne les horaires, le comportement, la sécurité.

Le titulaire devra respecter les règles élémentaires liées à la confidentialité. En particulier, les renseignements sur le fonctionnement de l'école, ainsi que les documents produits dans le cadre de cette prestation, sont strictement confidentiels et ne doivent, sous quelque forme que ce soit, être transmis à des tierces personnes, y compris au personnel de l'ENSTA Campus de Brest non explicitement désigné par le prescripteur.

ARTICLE 18 - TRIBUNAUX COMPETENTS

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

Le Tribunal administratif de Versailles est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Versailles

56 avenue de Saint-Cloud – 78011 Versailles

Courrier électronique : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Adresse internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>

Téléphone : +33 1 39 20 54 00

Télécopieur : +33 1 39 20 54 22

Pour plus de renseignements sur l'introduction des recours possibles, les candidats sont invités à consulter le site internet du conseil d'Etat : <http://www.conseil-etat.fr>

Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interdépartemental de Versailles de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics
5 rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15

Courrier électronique : pref-ccira-verailles@paris-idf.gouv.fr

Téléphone : +33 1 82 52 42 72

Télécopieur : +33 1 44 42 63 37

Précisions concernant les délais d'introduction de recours :

Un référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L.551-1 du code de justice administrative). Le contrat peut faire l'objet d'un référé contractuel (article L.551-13 et suivants du code de justice administrative) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution. Le recours en contestation de validité du contrat, issu de la jurisprudence Tarn-et-Garonne, peut être exercé par les tiers au contrat, sans considération de leur qualité, dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées.

ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAP	Articles du CCAG/Travaux
Article 2 – Documents contractuels	Article 4 du CCAG
Article 4.2 – Modalités de règlement des comptes	Articles 12.2, 12.3.2, 12.4.2, 12.4.4 du CCAG
Article 5 – Pénalités - retenue	Article 19.2 du CCAG
Article 5.1 – Pénalités de retard	Articles 19.2.1 et 19.2.3 du CCAG
Article 8.4.2 – Augmentation du montant des travaux, décision de poursuivre	Article 14.4.3 du CCAG

Annexe au CCAP

FICHE DE PRESENTATION DU DISPOSITIF CHORUS PRO

Depuis le 1^{er} janvier 2020, toutes les entreprises, quelle que soit leur taille (y compris les TPE), doivent transmettre leurs factures à leurs clients publics via le portail internet Chorus Pro.

Ce portail permet de dématérialiser facilement, gratuitement et de manière sécurisée les factures.

L'ENSTA est un établissement public, les factures de ses fournisseurs doivent être déposées **obligatoirement et uniquement** sur le portail Chorus Pro.

Cette pratique présente de nombreux avantages :

- une transmission instantanée des factures auprès des services en charge du paiement ;
- un suivi en temps réel du statut d'avancement des factures via le portail chorus
- une fluidification du processus résultant d'une harmonisation des formats ;
- un traitement automatisé de la facture et donc une diminution du délai global de paiement ;
- des économies d'impression et d'affranchissement ;
- un acte éco-responsable pour chaque facture déposée.

La première étape consiste en la création d'un compte sur le portail Chorus Pro (1). Une fois le compte créé vous pourrez déposer vos factures en précisant les informations suivantes afin qu'elles ne soient pas rejetées :

- ① adresse postale de l'ENSTA
828 boulevard des Maréchaux – 91120 PALAISEAU
- ② numéro de SIRET de l'ENSTA : **197 500 036 00029**
- ③ engagement juridique : numéro du bon commande adressé ou numéro de marché indiqué sur le contrat notifié
- ④ code service exécutant : sans objet

Pour vous aider dans vos démarches, l'Agence pour l'informatique financière de l'Etat (AIFE) a mis en place le portail Communauté Chorus Pro, site d'information et de communication sur Chorus Pro.

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

(1) <https://chorus-pro.gouv.fr>